



## CHOW HANG-TUNG

Tonyee Chow Hang-tung (née le 24 janvier 1985) est une activiste, avocate et femme politique de Hong Kong. Durant la répression des autorités sur l'Alliance de Hong Kong en soutien aux mouvements démocratiques patriotiques de Chine, qui a commencé en juin 2021 et qui était principalement basée sur des accusations liées à la sécurité nationale concernant les veillées annuelles de l'Alliance en souvenir des manifestations et du massacre de la place Tiananmen de 1989, Chow a été propulsée sur le devant de la scène, étant devenue la coordinatrice du groupe après l'arrestation des leaders Lee Cheuk-yan et Albert Ho en avril. En décembre 2021 et janvier 2022, Chow a été respectivement condamnée pour incitation et participation à un rassemblement illégal à l'occasion de la veillée de 2020, et pour l'organisation de la veillée de 2021, et a été condamnée à un total de 22 mois de prison. À la date du 10 novembre 2022, aucune date de procès pour d'autres accusations liées à la sécurité nationale contre Chow n'a été fixée. À ce moment-là, les observateurs la considéraient comme étant possiblement la voix dissidente la plus en vue restant à Hong Kong.

## HOW HANG-TUNG

- **Jeunesse et éducation :** Chow est née et a grandi à Hong Kong. Elle a étudié la géophysique à l'Université de Cambridge. Chow a réalisé que les questions des droits de l'homme étaient son véritable centre d'intérêt, elle a donc abandonné ses études doctorales et est retournée à Hong Kong en 2010. Elle y a étudié le droit à l'Université de Hong Kong après avoir travaillé quelque temps dans une ONG. Avocate au sein des Harcourt Chambers, elle a été admise au Barreau de Hong Kong en 2016.

- **Activisme politique et arrestations :** Chow sert en tant que vice-présidente de l'Alliance de Hong Kong, qui a organisé des marches et des veillées annuelles pour commémorer les manifestations de la place Tiananmen de 1989. Le 4 juin 2021, Chow a été arrêtée pour avoir promu un rassemblement non autorisé lors du 32e anniversaire des manifestations. Elle a été propulsée sur le devant de la scène en 2021 car les deux membres de l'Alliance, Lee Cheuk-yan et Albert Ho, étaient en prison, Chow étant devenue la nouvelle coordinatrice. Avant son arrestation, elle avait exhorté les Hongkongais à "allumer les lumières où que vous soyez – que ce soit sur votre téléphone, avec des bougies ou des bougies électroniques". Le journal "The Scotsman" a considéré son arrestation comme un exemple de la "répression de la dissidence à Hong Kong" par le gouvernement chinois. Chow a été libérée sous caution le 5 juin, mais a été arrêtée à nouveau le 30 juin. Le 2 juillet, elle a comparu devant le tribunal, qui a ajourné son affaire au 30 juillet tout en refusant de lui accorder une caution. Après d'autres refus de caution les 9 et 23 juillet, elle a été libérée sous

caution le 5 août à condition de verser une caution en espèces et une garantie de 50 000 HK\$ (6 400 \$), de remettre tous ses documents de voyage, et de soumettre une déclaration confirmant qu'elle ne possède pas de passeport BNO. Son procès a été fixé au 5 octobre. Chow a été arrêtée à nouveau le 8 septembre, après que l'Alliance a refusé une demande de la police de remettre des informations concernant des allégations selon lesquelles l'Alliance était un "agent de forces étrangères". Trois autres membres de l'Alliance ont été arrêtés en même temps, et un quatrième le lendemain. Également le 9 septembre, la police a gelé des actifs de l'Alliance d'une valeur de 2 millions de dollars de Hong Kong et a inculpé Chow, ainsi que Ho, Lee et l'Alliance elle-même, d'"incitation à la subversion", un crime en vertu de la loi sur la sécurité nationale, concernant la veillée interdite de 2020. Le 10 septembre, le tribunal a rejeté la demande de libération sous caution de Chow concernant cette dernière accusation. Le 13 décembre, elle a été condamnée à 12 mois de prison pour la veillée interdite de 2020. Le 4 janvier 2022, elle a été emprisonnée pour 15 mois supplémentaires pour la veillée interdite de 2021 ; le juge a ordonné que 10 mois de la peine soient purgés consécutivement à la peine de décembre, ce qui signifie que Chow devait passer un total de 22 mois en prison. Le juge n'a pas accepté l'argumentation de Chow, qui s'était défendue en disant qu'elle voulait "inciter les autres à ne pas oublier le 4 juin", et non encourager un rassemblement, ce que le juge a qualifié de "tout simplement incroyable". Lors de l'audience d'atténuation le même jour, Chow, qui avait plaidé non coupable, lisait les mémoires des familles des per-

sonnes tuées à Tiananmen jusqu'à ce qu'elle soit réprimandée par le juge, qui a déclaré que le tribunal ne permettrait pas à Chow de faire une déclaration politique. Le 14 décembre 2022, Chow a remporté un appel contre sa peine de 15 mois pour la veillée interdite de 2021. Le juge président a déclaré dans une déclaration écrite que la police "n'avait pas évoqué de mesures ou de conditions à prendre en compte" pour permettre la veillée pendant la pandémie. Une demande du gouvernement de Hong Kong d'appel contre cette décision a été approuvée par la Cour d'appel finale en juin 2023, l'affaire étant prévue pour être entendue le 22 novembre.

- **Réactions internationales :** Le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a publié une déclaration le 12 octobre 2021 indiquant que quatre de ses experts en droits de l'homme (Fionnuala Ní Aoláin, Clément Nyaletsossi Voule, Irene Khan et Mary Lawlor) avaient soumis une analyse détaillée au gouvernement central chinois concernant la loi sur la sécurité nationale. Critiquant la loi, qu'il a décrite, dans le libellé de la déclaration, comme présentant une "incompatibilité fondamentale avec le droit international et avec les obligations de la Chine en matière de droits de l'homme", il a exprimé en particulier une profonde préoccupation concernant l'arrestation de Chow et concernant son droit à un procès équitable, étant donné qu'elle s'était vu refuser la libération sous caution à deux reprises. En mai 2023, la Fondation du 18 mai, un groupe sud-coréen de défense des droits de l'homme, a décerné à Chow son Prix Gwangju 2023 pour les droits de l'homme.